

## La voix de l'opposition de gauche

### Comment le PT d'Algérie et le POI justifient leur soutien au régime de Bouteflika

**Le 25 février 2011**

Les marches resteront interdites à Alger malgré la levée de l'état d'urgence annoncée comme étant "imminente", a déclaré jeudi à la radio le ministre algérien de l'Intérieur, Dahou Ould Kablia. Il a aussi exclu pour le moment d'autoriser de nouveaux partis politiques.

"Le moment ne paraît pas être venu pour autoriser les marches à Alger", a-t-il dit, laissant entendre qu'en dehors de la capitale les manifestations seraient autorisées "sous réserve (pour leurs organisateurs) de présenter un dossier réglementaire trois jours avant".

Et le ministre d'assurer que "les marches ne sont pas interdites, elles sont soumises à autorisation". "Pour être autorisées, les marches doivent offrir le maximum de garanties quant aux risques", s'est-il justifié.

En ce qui concerne la politique, il n'est pas envisagé pour le moment d'accorder de nouveaux agréments des partis, a-t-il dit, mais "cela ne veut pas dire qu'ils ne le seront pas lorsque le moment apparaîtra opportun. Aucun agrément n'a été délivré pour l'instant". (AP 24.02)

Cela ne signifie-t-il pas clairement que seuls les partis ayant fait allégeance au régime sont autorisés en Algérie, dont le PT d'Algérie ?

Mais non, mais non, qu'allez-vous imaginer camarade, selon le clone de Gluckstein, Lucien Gauthier, en page 5 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, qui s'exprime comme s'il faisait partie de la direction du PT d'Algérie, son programme est calqué sur celui du POI, nous y reviendrons plus loin : "Depuis une semaine, la presse française, très « française » et très « démocratique », ne cesse de marteler sur un clou : l'Algérie doit exploser", quelle horrible perspective en effet, pourvu que rien ne change dans l'Algérie des généraux si "démocratique", la stabilité du régime policier doit être assurée coûte que coûte, le POI vole ainsi à son secours, pour conclure "Pour sa part, le Parti des travailleurs d'Algérie poursuit son combat pour la défense des droits de la jeunesse et de la population algérienne contre l'impérialisme et tous ses agents subsidiaires", Bouteflika et sa clique au pouvoir n'en feraient pas partie évidemment...

Louisa Hanoune, pour la direction du PT d'Algérie, s'emploie à tenter de justifier le refus de son parti à participer aux marches sur Alger des 12 et 19 février derniers sans convaincre personne, par le fait que les initiateurs à ces marches avortées seraient liés à l'impérialisme américain notamment et n'auraient pas l'intention d'instaurer un véritable « changement démocratique » en Algérie.

Qu'entend-elle par là ? La prise du pouvoir par la classe ouvrière en Algérie ? Ce n'est pas vraiment l'objectif de ce parti, on en sera parfaitement convaincu en lisant la suite, pire, au fil de son argumentation elle ne peut pas s'empêcher de faire allégeance au gouvernement qu'elle soutient.

Il n'est pas si mal que cela ce gouvernement "les décisions du Conseil des ministres, certes insuffisantes, mais (comporte) des mesures importantes sur le terrain des libertés, de l'emploi et du pouvoir d'achat" que demande le peuple franchement, merci monsieur Bouteflika pour vos largesses. Et puis voyez-vous cela "les solutions nationales (mises en oeuvre par le gouvernement - note du site) contrarient ses projets" (ceux du RCD - note du site) parce qu'ils sont bons, la preuve, le peuple en redemande encore et soutient votre cher président, en réalité, que la vie est belle en Algérie. Et d'en rajouter une couche "Est-il besoin de rappeler que le RCD a voté contre toutes ces décisions ?", pourquoi, parce que le PT d'Algérie les a votées comme un seul homme à la suite du parti au pouvoir ? Quelle belle solidarité, admirable ce parti "ouvrier" !

Il y a pire encore et ce n'est pas terminé, voilà qu'elle justifie le refus du gouvernement d'autoriser les manifestations dans Alger, car elles seraient une "source de confusion supplémentaire et dessert les intérêts de la nation" dirigée par Bouteflika et certainement pas pour le compte des masses exploitées, faut-il le rappeler. Autrement dit, le PT d'Algérie et avec lui le POI prennent position ouvertement pour le maintien de

l'état d'urgence instauré en 1992 et prennent ainsi la défense du régime en place, bref, une position purement réactionnaire.

Ce qui vient de se passer ici est extrêmement grave camarades du POI, mais pas franchement étonnant, vous avez sous les yeux la preuve que les intentions que vous prêtez à vos dirigeants ne correspondent pas vraiment avec la réalité, avec ce qu'ils sont réellement. La suite confirme malheureusement que je ne m'étais pas trompé (et je ne suis pas le seul militant dans ce cas-là) à leurs sujets.

Louisa Hanoune précise en quoi consisterait une Assemblée constituante "*forte de la confiance du peuple*" toutes classe confondues, à la suite d'élections auxquelles participeraient toutes les classes et toutes les couches de la société indistinctement, puisqu'il ne serait pas possible de trier ceux qui y participeraient en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent, contrairement à l'élection d'un conseil national des comités populaires révolutionnaires à laquelle ne participeraient que les travailleurs et les partis engagés dans le combat révolutionnaire pour abolir le régime en place et instaurer un Etat ouvrier, ainsi l'Assemblée constituante concoctée par le PT d'Algérie et le POI serait en réalité une entreprise contre-révolutionnaire s'opposant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'Assemblée constituante est un mot d'ordre en apparence révolutionnaire, alors qu'en réalité il a un contenu réactionnaire. Cette auguste assemblée aurait pour objectif de procéder à "*l'expropriation des fortunes mal acquises*", parce qu'ils y en auraient qui seraient forcément bien acquises, de mieux en mieux, pas touche à celles-ci, le PT veille au grain, et c'est ainsi que par la voix du Saint-Esprit "*la paix restaurée (ouvrirait) la voie à l'avènement de la démocratie véritable !*", la paix entre les classes, un véritable miracle, plutôt un mirage aux alouettes pour tromper les plus naïfs.

Et pour finir la cerise (venimeuse) sur le gâteau : "*Le comité central appelle à l'intensification de la campagne de signatures autour de la lettre au président de la République pour renforcer la mobilisation dans notre pays, dans le cadre de la souveraineté nationale*", pour le coup Bouteflika lui-même va la signer ! Et comme toute politique opportuniste peut difficilement camoufler ses propres contradictions à travers lesquelles transpirent les réelles intentions de leurs auteurs, le PT d'Algérie bénéficie d'un traitement de faveur de la part du régime et a pignon sur rue, et pour cause, il réclame dans cette pétition "*l'ouverture des médias lourds* (parce que les médias "*légers*" à l'instar de *Fraternité*, le journal du PT, peuvent s'exprimer librement, ce qui est évidemment difficilement explicable en dehors de leur complicité avec le régime - note du site) *au débat, pour en finir avec les institutions héritées du système de parti unique et de la tragédie nationale* (Bouteflika va s'en charger, et comme si chaque classe vivait de la manière cette "*tragédie*" - note du site), *par la restitution de la parole au peuple* (on se demandera au passage quelle parole représente le PT, apparemment il s'exprime librement - note du site), *pour qu'il définisse la réforme politique à même d'instaurer la démocratie véritable* (là le PT s'en remet ouvertement à Bouteflika pour réaliser cette "*réforme politique*", un aveu - note du site), *lui permettant de choisir ses vrais représentants dans les assemblées élues dans des élections anticipées, libres et démocratiques consacrant une séparation franche entre les affaires et la politique, le respect du mandat.* (vous avez là la véritable nature de ces "*assemblées d'élues*" convoquées par le régime - note du site)." Accablant pour le PT et le POI.

Le camarade proche ou adhérent du POI qui m'a adressé un courriel il y a 3 jours écrivait notamment : "*aujourd'hui je suis en désaccord avec le pt algérien qui devrait se mobiliser contre le gouvernement mais est ce une raison pour rompre en ce moment avec l'entente intern des travailleurs*". S'il avait un doute, en a-t-il encore aujourd'hui, pas seulement vis-à-vis de la politique du PT d'Algérie, mais du POI, envers les véritables intentions des dirigeants de ce parti ? Est-il encore permis d'avoir un doute après ce qu'on vient de lire, franchement n'est-ce pas suffisamment clair pour en avoir une idée précise ?